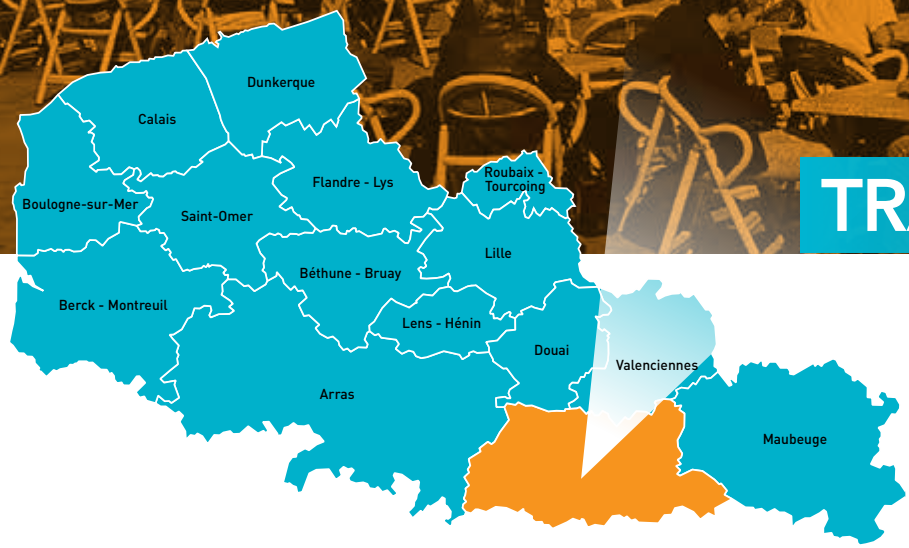


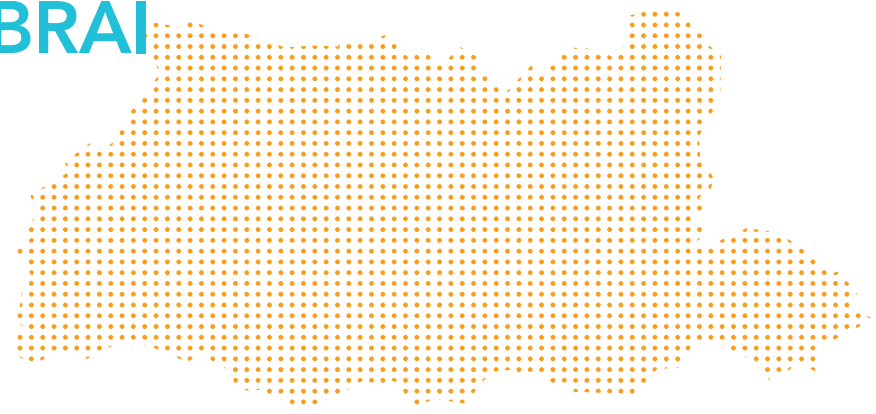


Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS



TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE **CAMBRAI**





TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE **CAMBRAI**

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédactrices : Bénédicte VERDIER, Juliette CULOT
A collaboré : Pierre FACHE
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord - Pas-de-Calais (www.crt-nordpasdecals),
Frédéric ASTIER, Samuel DHOTE, Pascal MORÈS

Cambrai – la Grand'Place ▶
© Pascal Morès

ATOUS

- Emplacement géographique favorable à proximité des autoroutes A2 et A26 et du canal de Saint-Quentin
- Taux d'activité élevé, autant pour les hommes que pour les femmes
- Taux d'emploi supérieur à la moyenne régionale
- Taux de chômage inférieur au taux régional
- Part des jeunes demandeurs d'emploi plus faible que dans le Nord - Pas-de-Calais
- Cadre de vie préservé ^[1]

OPPORTUNITÉS

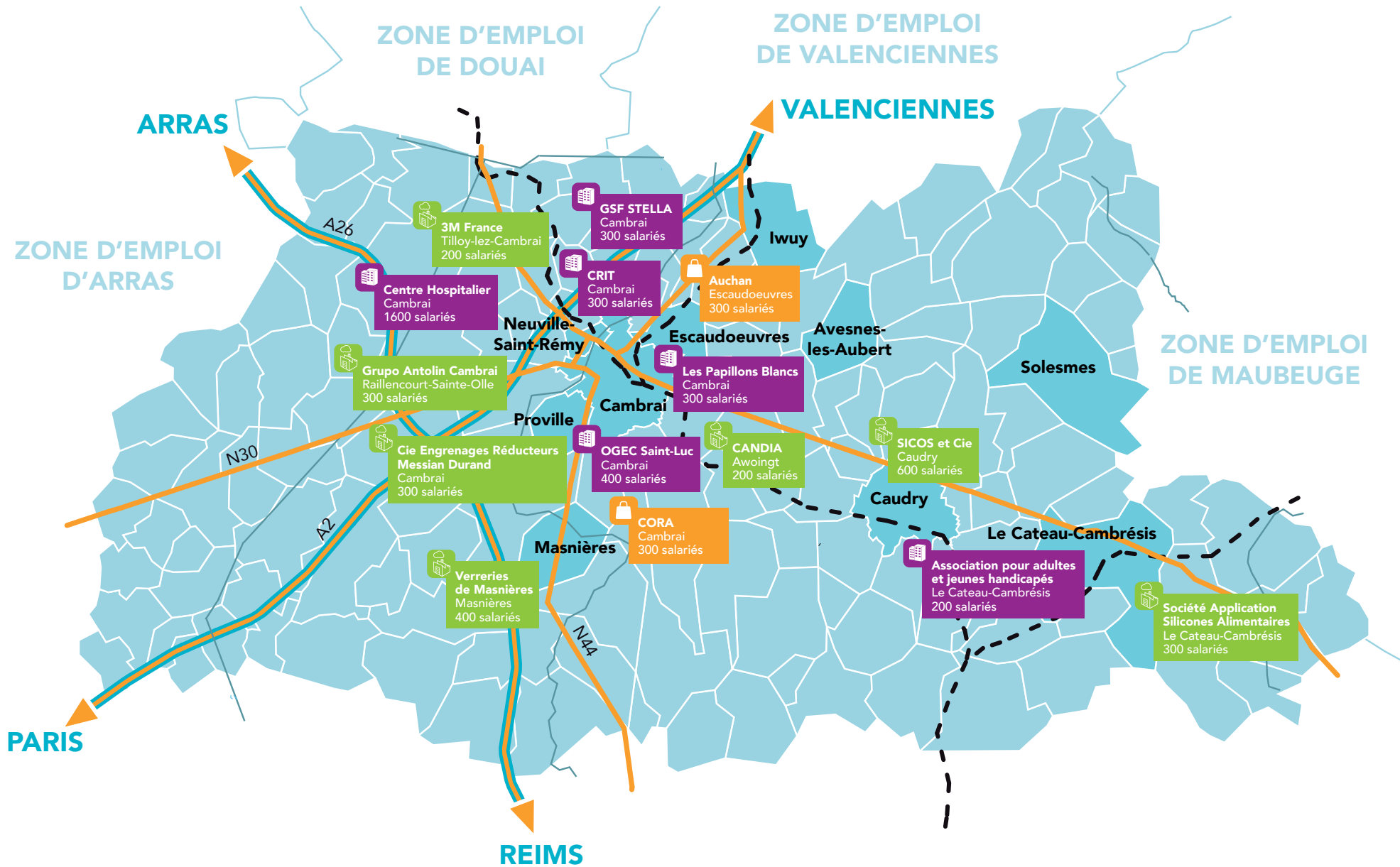
- Interruption du déclin démographique sur la période récente
- Dynamisme des activités hospitalières et de l'action sociale créant des emplois essentiellement non délocalisables
- Disponibilité foncière ^[1]
- Mobilisation des acteurs économiques en faveur de l'implantation d'entreprises, autour notamment de Cambrésis Développement Économique
- Savoir-faire reconnu dans la création de produits haut de gamme
- Attractivité du territoire pour de grands groupes de renommée internationale (L'Oréal, Colombia Sportswear Distribution, Babyliiss, Florette...)
- Lien avec les pôles d'excellence Cambrésis-Textile et Agroé
- Opportunités liées au Canal Seine-Nord Europe, notamment pour le développement de la plateforme multimodale de Cambrai-Marquion
- Retombées du contrat de redynamisation du site de la défense de Cambrai-Epinoy

FAIBLESSES

- Manque de cohésion entre l'est et l'ouest du territoire, avec des écarts notables en termes de développement économique et de répartition des (infra)structures
- Affaiblissement démographique par rapport à la région
- Population vieillissante à l'origine d'un renouvellement insuffisant des générations
- Émigration historique
- Niveau de formation très modeste
- Plus d'un quart des actifs travaille chaque jour en dehors du territoire
- Plus importante part de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans
- Risque important de chômage de longue durée
- Spécialisation historique dans l'industrie textile, en crise depuis les années 1960

MENACES

- Difficultés des trois premiers secteurs industriels de la zone (textile, agro-alimentaire et industrie chimique)
- Développement insuffisant du tertiaire sur la période récente pour rattraper le retard cumulé avec la région



1 UN TERRITOIRE VIEILLISSANT ENTRE RURALITÉ ET TRADITION INDUSTRIELLE

Situé au sud de la région Nord - Pas-de-Calais, le Cambrésis bénéficie d'un emplacement géographique très favorable. Le territoire se situe à proximité immédiate des autoroutes A2 « Paris-Bruxelles » et A26 « Calais-Reims », permettant un accès rapide aux grandes métropoles européennes. Le canal de Saint-Quentin passant à l'ouest de Cambrai constitue un atout supplémentaire pour le transport^[1].

Cambrai est le pôle principal d'une zone d'emploi regroupant 180 200 habitants dans 151 communes en 2011. Ce territoire représente 4 % de la population régionale contre 10 % un siècle auparavant^[2]. Après un déclin important dans les années 1980, la trajectoire démographique réduit progressivement son déficit jusqu'à une quasi stabilité sur la période récente^[3]. Entre 1999 et 2011, la population progresse en moyenne de +0,2 % chaque année.

Affectée depuis plus d'un siècle par une émigration nette^[2], la population du Cambrésis est la plus âgée de la région, après Berck-Montreuil. En 2010, seuls 17,8 % des habitants sont âgés de 15 à 29 ans (soit 2,4 points de moins qu'en région) alors que 22,3 % sont âgés de plus de 60 ans (soit 2,3 points de plus qu'en région). Le ratio de vieillissement rapportant le nombre de personnes de 60 ans et plus aux jeunes de moins de 20 ans est l'un des plus élevés de la région. Le déficit en services et en équipements dans ce territoire rural et la structure productive marquée par l'agriculture peuvent expliquer en partie le manque d'attractivité pour une population jeune^[3]. Néanmoins, déjà privé d'une partie de ses jeunes, le vieillissement du territoire semble moins s'aggraver que dans les autres zones d'emploi de la région. La baisse du nombre de jeunes de moins de 30 ans est ainsi l'une des plus limitées dans le Nord - Pas-de-Calais entre 1999 et 2011 (-5,1 %).

Le niveau de formation apparaît modeste avec le plus faible indice de formation après Lens-Hénin : 1,13 contre 1,27 en moyenne régionale. Le territoire est surtout caractérisé par une formation générale courte avec la deuxième plus forte part de diplômés ayant obtenu au plus le

BEPC (22,9 %). Alors que leur part était équivalente à la région en 1999, les titulaires d'un BEP-CAP sont désormais surreprésentés : 26,4 %, soit 1,8 point de plus qu'en moyenne régionale. Seuls 6,3 % des résidents ont suivi une formation supérieure longue. L'écart avec la région s'est creusé sur les dix dernières années, passant de -2,0 points à -3,3 points.

L'activité professionnelle des adultes est relativement plus élevée que la moyenne régionale : 69,9 % contre 68,4 %. La zone encore très rurale détient le plus fort taux d'activité masculin, après Flandre - Lys. L'importante activité des femmes résulte en partie d'une industrie du textile-habillement ancienne à forte main d'œuvre féminine. Le taux d'emploi de la zone se maintient au-dessus du taux régional (58,3 %) mais plus d'un actif sur quatre quitte le territoire pour travailler chaque jour.

La structure professionnelle est encore caractérisée par l'importance relative des agriculteurs sur 2,2 % des emplois contre 1,0 % en moyenne régionale. Avec 31,8 % des actifs occupés, les ouvriers sont nettement surreprésentés, en particulier pour les emplois de faible qualification. Le Cambrésis compte ainsi la deuxième plus forte part d'ouvriers non qualifiés (13,3 %). Les emplois d'encadrement sont sensiblement moins développés avec un déficit de professions intermédiaires et surtout de cadres (7,4 %, soit 4,5 points de moins qu'en région).

En 2011, 55 300 emplois sont recensés sur le territoire. La proportion d'emplois non-salariés est plus élevée que dans le Nord - Pas-de-Calais (10 % contre 7 %). L'activité agricole est très développée (80 % de la superficie du territoire en 2009) autour des cultures céréalières et betteravières, à l'origine du développement de l'industrie agro-alimentaire.

4 %
DE LA POPULATION
RÉGIONALE
CONTRE 10 %
UN SIÈCLE
AUPARAVANT

LA POPULATION
DU CAMBRÉSIS
EST LA PLUS ÂGÉE
DE LA RÉGION,
APRÈS BERCK-
MONTREUIL

13 %
[DEUXIÈME PLUS
FORTE PART
D'OUVRIERS NON
QUALIFIÉS]

COMPOSANTE INDUSTRIELLE AFFIRMÉE

Le territoire conserve une composante industrielle affirmée (16 %). La proportion d'emplois tertiaires est très inférieure à la moyenne régionale (65 % contre 73 %) et se partage à parts égales entre le marchand et le non-marchand.

Caractérisé par un tissu dense de PME ^[1], le secteur concurrentiel compte 33 200 emplois en 2013.

L'industrie emploie un salarié du Cambrésis sur quatre. Malgré une baisse continue des effectifs, le textile demeure le premier employeur industriel (5,8 %), devant les industries agro-alimentaires (3,1 %) et l'industrie chimique (2,5 %).

La construction fait travailler 10,0 % de la main d'œuvre concurrentielle du territoire.

Parmi les services proposés dans le Cambrésis, le commerce (19,6 %), l'action sociale avec et sans hébergement (10,7 %) et les activités pour la santé humaine (4,8 %) constituent les principaux pourvoyeurs d'emploi.

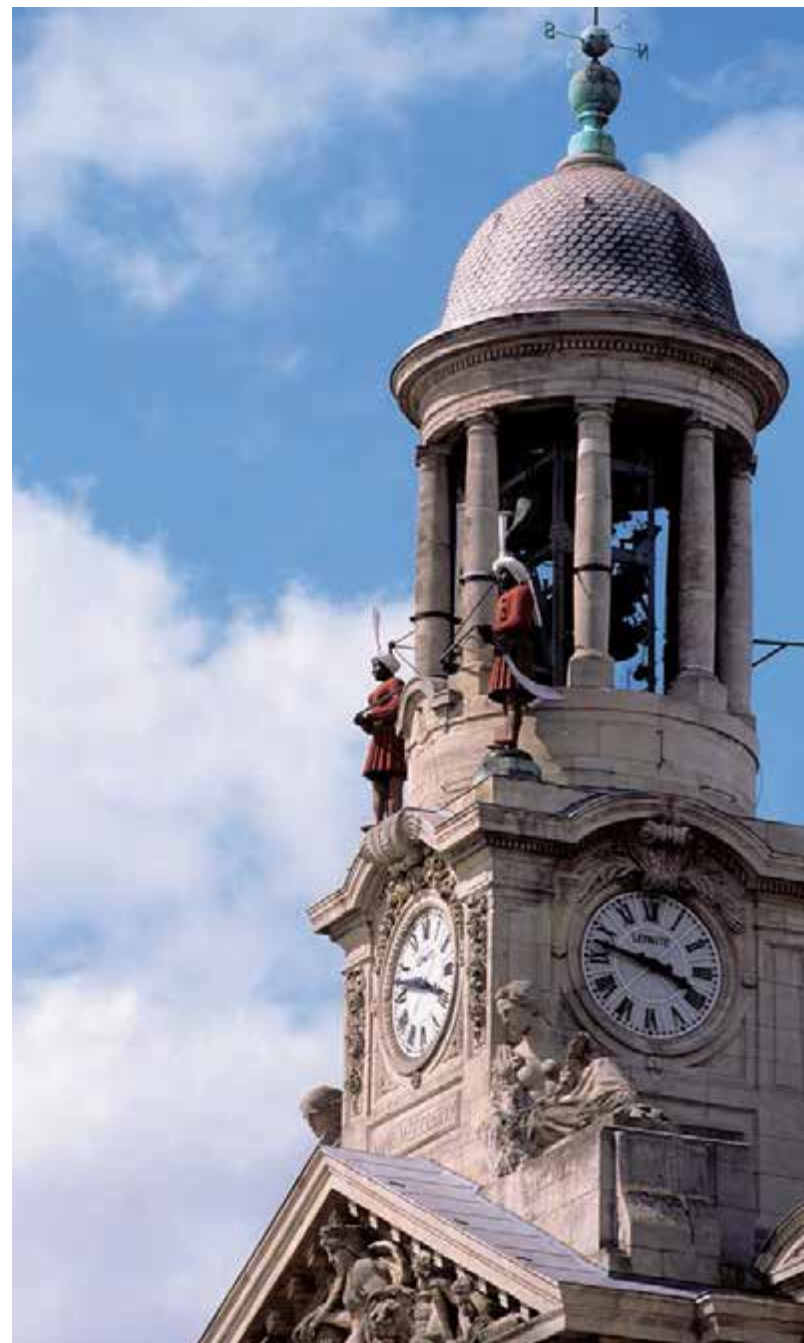
Les ressources en main d'œuvre excèdent largement les emplois offerts. Fin 2013, 12,3 % de la population active déclare rechercher un emploi, un taux inférieur au niveau régional. Néanmoins, l'écart avec la région s'est réduit depuis dix ans, passant de -1,6 point à -0,5 point. Les migrations alternantes et la moindre pression démographique peuvent expliquer cette situation favorable eu égard à l'évolution très négative de l'emploi. Alors que la part des jeunes en demande d'emploi est inférieure au niveau régional, les séniors sont particulièrement touchés par le chômage avec la plus importante part de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans (21,5 %). Le risque de chômage de longue durée est très présent avec la deuxième plus importante part de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi : 50,1 %, soit 3,0 points de plus qu'en moyenne régionale.

21,5 %

[LA PLUS
IMPORTANTE
PART DE
DEMANDEURS
D'EMPLOI ÂGÉS
DE PLUS
DE 50 ANS]

Cambrai - détail d'architecture ▶

© Pascal Morès



2 DES RELAIS DE CROISSANCE INSUFFISANTS FACE À LA RÉCESSION DU TEXTILE

Entre 1962 et 2006, le Cambrésis subit la situation la plus critique des 15 zones d'emploi du Nord - Pas-de-Calais, après Maubeuge.

La croissance de la population active est particulièrement faible : +1,6 % contre +5,9 % en région. Cette évolution est liée à la deuxième plus forte baisse d'emploi dans le Nord - Pas-de-Calais (-12 %) conjuguée à une croissance du chômage peu supérieure à la moyenne régionale.

2.1 UN TERRITOIRE INITIALEMENT ATTRACTIF, RÉPUTÉ POUR SON INDUSTRIE TEXTILE

Suite aux transformations induites par la révolution industrielle, le Cambrésis présente un mode de production original comparé aux autres territoires industriels.

En 1962, la zone essentiellement rurale combine des pôles de spécialisation industrielle (textile, métallurgie, agro-alimentaire) et des activités industrielles ou artisanales ponctuelles (tulle à Caudry ou broderie à Villers-Outréaux par exemple) ^[4].

De 1962 à 1968, le Cambrésis crée des emplois à un rythme deux fois plus élevé qu'en région (+4 % contre +2 %).

Alors que le secondaire est déjà en crise dans le Nord - Pas-de-Calais (-3 %), les industries et les entreprises du BTP du Cambrésis continuent à recruter de la main d'œuvre supplémentaire (+4 %). Le caractère spéculatif de l'activité textile lié à sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur, tant pour ses matières premières que pour ses débouchés, l'apparition de nouveaux pays producteurs après la guerre, l'émergence de textiles artificiels, les faibles possibilités d'expansion dues à une certaine saturation de la demande ont conduit l'industrie textile à une succession de crises et de récessions ^[5]. Ces crises ont entraîné une restructuration de l'appareil productif au cours des années 1960-1970 se manifestant entre autres par une **concentration géographique autour des pôles principaux de Roubaix - Tourcoing et de Cambrai** ^[4].

À cette époque, des entreprises textiles continuent à s'implanter sur le territoire comme en témoigne l'ouverture d'une annexe de la Lainerie de Roubaix à Cambrai en 1964 ^[2].

Élevé en 1962, le déficit des navettes quotidiennes de travailleurs se résorbe sur la période. Le nombre de résidents d'autres territoires venant travailler chaque jour dans la zone dynamique du Cambrésis pourrait s'être renforcé. Le territoire voisin de Valenciennes est alors en crise en raison du déclin des mines tandis que la zone centre de Cambrai reste un pôle d'emploi attractif, notamment pour les femmes ^[2].

Alors que le Nord - Pas-de-Calais est déjà une terre d'émigration, la situation favorable de l'emploi attire de nouveaux ménages dans le Cambrésis (+1 100 actifs).

De 1968 à 1975, les pertes d'emploi dans le secondaire restent limitées (-8 %) grâce à la bonne tenue du textile-habillement. Ce secteur emploie encore 7 300 salariés dans les grands établissements en 1977, un niveau équivalent à 1962 ^[6].

Par ailleurs, conscient de l'essoufflement à venir du textile au vu des évolutions régionales, les élus de l'époque ont souhaité diversifier les activités économiques tout en conservant les secteurs traditionnels. En 1970, la première zone industrielle accueille un important établissement de parachimie, la Société Industrielle de Cosmétique, employant 800 salariés dès 1974 ^[6]. Cette entreprise aura immédiatement un effet d'entraînement sur l'économie locale ^[7].

Ces créations font plus que compenser les quelques pertes dans les industries agro-alimentaires ^[6].

Néanmoins, sur la même période, le territoire est touché par des **pertes massives d'emploi agricole**. Les destructions atteignent alors un **niveau équivalent aux fermetures cumulées de l'industrie et de la construction (-2 600 emplois)**.

DE 1962 À 1968,
LE CAMBRÉSIS
CRÉE DES
EMPLOIS À UN
RYTHME DEUX
FOIS PLUS ÉLEVÉ
QU'EN RÉGION

EN 1970, LA
PREMIÈRE ZONE
INDUSTRIELLE
ACCUEILLE UN
IMPORTANT
ÉTABLISSEMENT
DE PARACHIMIE,
LA SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE DE
COSMÉTIQUE,
EMPLOYANT 800
SALARIÉS DÈS 1974

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période
1962-1968	74 100	+600
1968-1975	72 900	-1 200
1975-1982	76 400	+3 400
1982-1990	73 800	-2 600
1990-1999	75 500	+1 700
1999-2006	78 900	+3 400

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

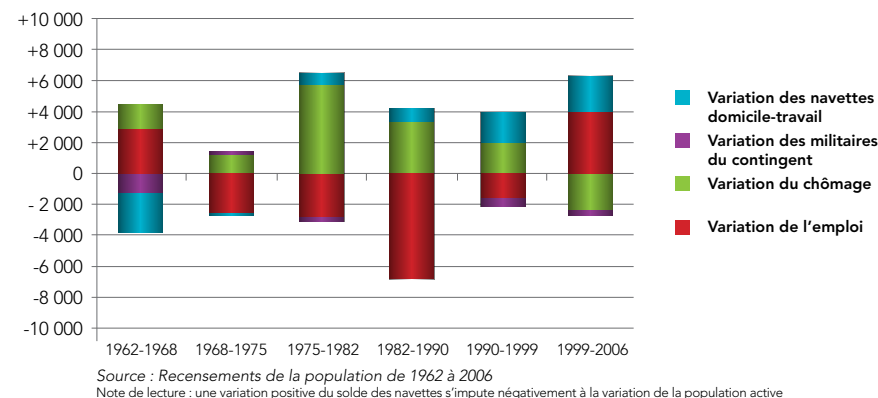
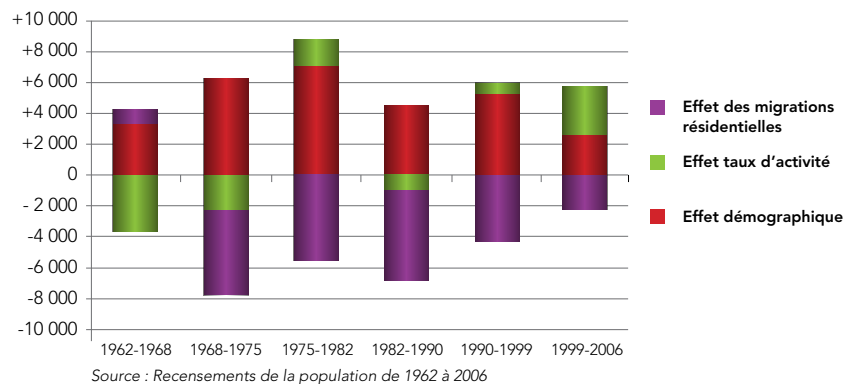
	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	+3 200	-3 600	+1 100
1968-1975	+6 400	-2 300	-5 400
1975-1982	+7 000	+1 800	-5 400
1982-1990	+4 500	-1 100	-5 900
1990-1999	+5 200	+700	-4 300
1999-2006	+2 600	+3 100	-2 300

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
1962-1968	+2 900	+1 600	-1 300	+2 500
1968-1975	-2 500	+1 200	+200	+200
1975-1982	-2 800	+5 600	-300	-1 000
1982-1990	-6 900	+3 300	+0	-1 000
1990-1999	-1 600	+2 000	-600	-1 900
1999-2006	+4 100	-2 500	-400	-2 300

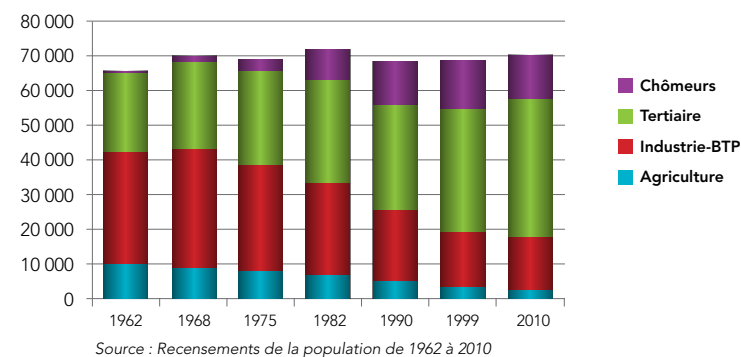
Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes



EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	10 200	32 800	22 500	65 500	200
1968	9 300	34 200	25 000	68 400	1 800
1975	6 700	31 500	27 700	66 000	2 900
1982	6 400	26 800	29 900	63 100	8 500
1990	5 000	20 600	30 700	56 200	11 800
1999	3 300	15 900	35 300	54 600	13 800
2010	2 800	14 300	40 700	57 800	12 500

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



Malgré la croissance du grand commerce et la multiplication par plus de deux des effectifs des grands établissements de santé^[6], le développement du tertiaire reste inférieur à la moyenne régionale (11 % contre 16 %).

Les nouveaux emplois de services ne suffisent pas à compenser les pertes des autres secteurs. L'économie locale perd 4 % des emplois alors que la région portée par le tertiaire est dans l'ensemble dynamique (+2 %).

Des ménages commencent à quitter le territoire, faisant perdre 5 400 actifs au Cambrésis en sept ans. Cette émigration associée à l'effet défavorable de l'évolution des taux d'activité entraînent un recul de la population active, de -2,4 ‰ en moyenne annuelle. Seules les jeunes générations arrivées sur le marché du travail amortissent en partie cette baisse (+6 400 actifs).

2.2 LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE NON COMPENSÉES PAR UN TERTIAIRE ATONE

De 1975 à 1982, les pertes d'emploi dans le secondaire atteignent -15 %, suivant l'évolution régionale (-16 %).

La récession économique de 1975 amplifie les problèmes déjà prégnants du textile : ralentissement de la croissance du marché intérieur, forte augmentation des importations^[4]. L'arrivée des pays émergents accroît la concurrence et l'industrie textile souffre des délocalisations vers les pays à bas coûts^[5]. Parallèlement, les chaînes de production sont de plus en plus souvent automatisées pour accroître la rentabilité, entraînant la disparition de nombreux emplois.

Comme en région, le chômage prend une ampleur considérable dans le Cambrésis. Le nombre de chômeurs supplémentaires passe de 160 par an entre 1968 et 1975 à 800 par an entre 1975 et 1982.

Du fait d'une offre locale insuffisante, un nombre croissant d'actifs trouverait du travail dans les territoires environnants. Ces mouvements aggravent le déficit migratoire en fin de période.

Face à la baisse des emplois offerts, un nombre toujours élevé de ménages quitte définitivement le territoire (-5 400 actifs). Mais le renouvellement des générations encore intense suffit à compenser ces départs (+7 000 actifs).

Entre 1982 et 1990, la baisse de l'emploi atteint un niveau historique (-11 % contre -4 % en région).

Un emploi secondaire sur quatre est fermé. Les principales activités industrielles de la zone sont touchées : le textile-habillement qui emploie encore 46 % de l'emploi salarié industriel début 1985, le verre avec la baisse drastique des effectifs de Boussois-Souchon-Neuvesel^[6] et le travail des métaux. Le bâtiment perd 4/5^e des effectifs des grands établissements^[6].

Seule l'industrie agro-alimentaire accroît ses investissements, l'abattage de volailles et l'industrie laitière compensant les pertes dans les sucreries et les chocolateries.

Sur la même période, le faible développement du tertiaire marque le pas, ne créant que 800 emplois en huit ans. Les pertes touchent en particulier les commerces et les services privés, notamment dans l'importante activité de promotion immobilière (Groupe « Maison Familiale »)^[2].

En 1988, la Nouvelle Coopérative Régionale ferme, ne soutenant plus la concurrence des grandes surfaces. Deuxième employeur tertiaire de la zone au début des années 1980, cette coopérative spécialisée dans la production agricole et le commerce de détail a compté jusqu'à 65 000 sociétaires en 1970.

En 1985, le sur-chômage devient significatif dans le Cambrésis^[2]. Les sorties d'actifs s'accroissent encore, creusant le déficit migratoire.

Les baisses d'activité engendrent des sorties du marché du travail, avec l'application des pré-retraites de 55 à 59 ans^[2]. La baisse du taux d'activité diminue le nombre d'actifs, tout comme l'émigration persistante. Le départ des ménages s'accompagnant d'un vieillissement de la population restante, le dynamisme démographique apparaît pour la première fois insuffisant. Alors que 5 900 actifs quittent le territoire entre 1982 et 1990, seuls 4 500 jeunes entrent sur le marché du travail au même moment.

Cambrai connaît alors la plus forte baisse de la population active parmi les 15 territoires du Nord - Pas-de-Calais (-4,3 ‰ en moyenne annuelle).

LA RÉCESSION
ÉCONOMIQUE
DE 1975
AMPLIFIE LES
PROBLÈMES DÉJÀ
PRÉGNANTS DU
TEXTILE

COMME EN
RÉGION, LE
CHÔMAGE
PREND UNE
AMPLEUR
CONSIDÉRABLE
DANS LE
CAMBRÉSIS

2.3 LE RETOURNEMENT CONJONCTUREL FRAGILISE UN TERRITOIRE DÉJÀ DÉCLINANT

À partir des années 1990, l'émigration se ralentit progressivement, faisant perdre 4 300 actifs au Cambrésis entre 1990 et 1999, puis 2 300 actifs entre 1999 et 2006. La population vieillissante entraîne un renouvellement des générations qui s'affaiblit au fil du temps.

Les sorties quotidiennes d'actifs allant travailler chaque jour dans d'autres territoires augmentent toujours. En 2009, 29 % des résidents travaillent chaque jour sur Valenciennes et dans une moindre mesure dans d'autres régions. Bien qu'en hausse, les migrations entrantes sont plus réduites : 17 % des emplois du Cambrésis sont occupés par des actifs résidant sur Valenciennes, Douai, Arras, Maubeuge ou dans d'autres régions.

Ces mouvements créent un déficit migratoire inédit de -9 900 actifs en 2009.

Entre 1993 et 2007, le territoire connaît une très forte recomposition du tissu économique^[8]. La dynamique de croissance reste plus faible qu'au niveau régional : +8,0 % contre +21,5 %.

Comme depuis les années 1960, le tertiaire se révèle moins dynamique que dans le Nord - Pas-de-Calais : +36,1 %, soit 10 points de moins que l'évolution régionale. Le recul du poids de l'industrie est davantage lié aux pertes industrielles (-26,6 %) qu'aux créations d'emplois tertiaires^[9].

De 1993 à 2007, les industries utilisant une technologie moyenne supérieure se développent (+30 %) grâce à la fabrication d'équipements automobiles (+350 postes). En revanche, les pertes sont massives dans l'industrie de faible technologie (-47 %) en raison des fermetures dans le textile-habillement (-3 900 postes). La crise se poursuit dans les années 1990 par la montée en puissance des pays émergents à bas coûts et l'inversion du rapport de force entre l'amont (production) et l'aval (distribution)^[4]. Malgré ces pertes, **le textile reste encore de loin le premier employeur industriel de la zone avec 7,1 % des emplois en 2007, soit 2 400 salariés. Le deuxième secteur représenté par les industries agro-alimentaires emploie alors deux fois moins de salariés.**

La construction apparaît dynamique sur la période (+17 %).

Dans le tertiaire, seuls les services financiers déclinent (-15 %). Les autres secteurs sont tous en croissance modérée par rapport à l'évolution régionale, en dehors des services présentiels (+61 %). Cette activité est portée par les créations dans l'hébergement social et médico-social (+660 postes), l'aide à domicile (+380 postes) et les activités hospitalières (+300 postes). Le plus important nombre de postes est ouvert dans les services à moindre intensité en connaissance (+30 %), essentiellement dans la grande distribution (+560 postes), les activités de conditionnement (+310 postes) et la restauration (+300 postes). Les services non high-tech à forte intensité en connaissance progressent de +60 % grâce au dynamisme de l'intérim (+530 postes) et au développement des sièges sociaux sur le territoire (+170 postes).

Le point haut de l'emploi sur la période récente est atteint fin 2003 sur Cambrai. Cette année marque la quasi disparition de la fabrication de mailles passant de 270 à 20 postes, la fermeture d'un établissement de la métallurgie (-200 postes) et des pertes importantes dans l'intérim (-380 postes).

Cambrai se démarque alors par une baisse d'emploi (-4,2 % entre 2003 et 2007) et une stabilisation du chômage sur cette période de pré-crise, contrairement aux évolutions régionales et nationales. Le territoire aborde donc la crise dans un contexte économique défavorable^[10].

Le retournement de conjoncture survenu au 2^e trimestre 2008 marque donc un territoire déjà en déclin. Entre 2007 et 2013, l'emploi local se contracte de -5,7 % contre -4,5 % en région.

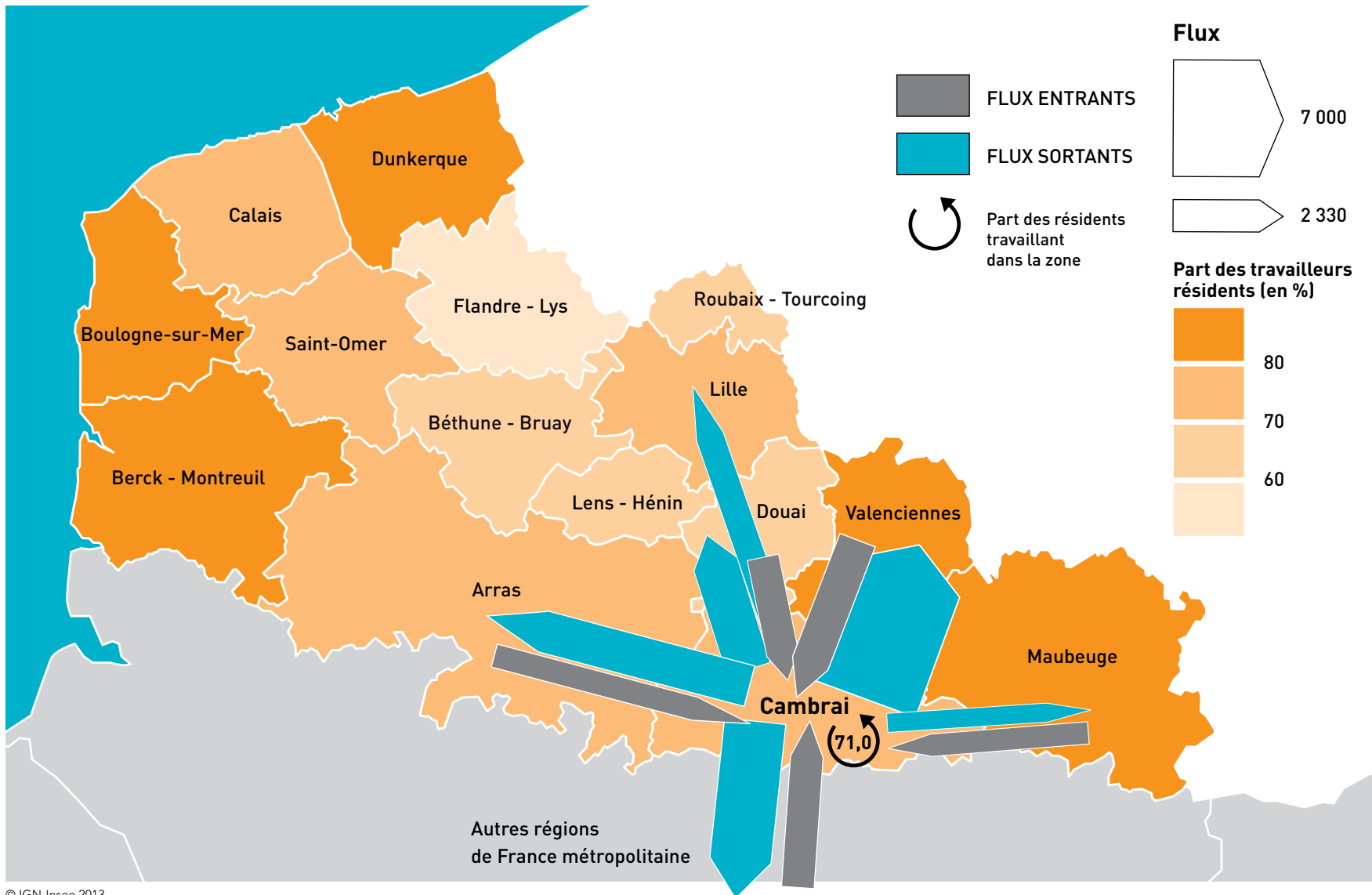
Depuis la crise, 16,9 % des postes ont été fermés dans l'industrie cambrésienne contre 15,9 % dans le Nord - Pas-de-Calais. Les pertes se concentrent principalement dans l'industrie de faible technologie (-27 %) avec le déclin persistant du textile (-760 postes) et les fermetures dans la transformation de volailles suite à la liquidation de Doux frais survenue en 2012 (-270 postes). Les industries de technologie moyenne inférieure sont également touchées (-12 %) en raison des difficultés pour la fabrication de pièces en matières plastiques (-300 postes).

Sur la même période, le tertiaire résiste localement (+0,7 %) alors qu'il est faiblement touché en région (-0,2 %). Ce secteur est toujours soutenu par les services présentiels (+7 %), développant les structures d'hébergement social et médico-social (+360 postes) et l'aide à domicile (+200 postes). **Le niveau d'emploi présentiel est désormais équivalent à la moyenne régionale (66 %), rattrapant un retard de -3 points en 1975.** Ces activités liées à la demande locale sont moins

ENTRE
1993 ET 2007,
TRÈS FORTE
RECOMPOSITION
DU TISSU
ÉCONOMIQUE

LE TEXTILE RESTE
ENCORE DE
LOIN LE PREMIER
EMPLOYEUR
INDUSTRIEL

FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE CAMBRAI



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)

L'INDUSTRIE
DE FAIBLE
TECHNOLOGIE
EST PRESQUE
DEUX FOIS PLUS
DÉVELOPPÉE
QU'EN RÉGION

soumises aux aléas économiques que les activités non présentes potentiellement délocalisables. Des créations sont également enregistrées dans les services non high-tech à forte concentration en connaissance (+7 %) avec l'essor des sièges sociaux (+200 emplois).

En 2013, **le territoire conserve toujours sa spécificité industrielle, le secteur employant un salarié sur quatre en Cambrésis contre un sur cinq dans le Nord - Pas-de-Calais.**

L'industrie de faible technologie est presque deux fois plus développée qu'en région en raison du poids toujours conséquent du textile, et dans une moindre mesure des industries agro-alimentaires, du carton et de l'imprimerie. De même, les industries de technologies moyennes inférieure (réparation mécanique, fabrication de verre creux et d'éléments en plastique) et supérieure (fabrication de parfums, de machines destinées à l'industrie agro-alimentaire et d'équipements automobiles) sont très présentes dans la zone.

Les services à forte concentration en connaissance sont peu développés, à l'exception des services présents (activités hospitalières, action sociale avec ou sans hébergement). La part des services à moindre concentration en connaissance (commerce, grande distribution, transports routiers et restauration) est comparable à la moyenne régionale.

2.4 UNE CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE À L'HORIZON 2030

Si les tendances démographiques se prolongeaient, le Cambrésis gagnerait des actifs à l'horizon 2030. Le rythme de croissance serait plus important qu'en moyenne régionale avec une hausse moyenne de +0,52 % par an contre +0,06 % dans le Nord - Pas-de-Calais.

La population vieillissante serait à l'origine d'un renouvellement trop faible des générations, insuffisant pour soutenir la croissance de la population active. L'émigration résidentielle se poursuivrait dans les prochaines années. Seule l'évolution du taux d'activité contribuerait favorablement à la hausse du nombre d'actifs.

Cambrai : la cathédrale ►
© Frédéric Astier





**Cambrai : cimetière militaire allemand
sur la route de Solesmes**

© Samuel Dhote

3

DES VECTEURS DE DÉVELOPPEMENT EXPLOITANT LA RENOMMÉE ET LA POSITION GÉOGRAPHIQUE DU CAMBRÉSIS

PARC D'ACTIVITÉS ACTIPÔLE

PARTENARIATS DE RECHERCHE DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE ET LE TEXTILE

AGROÉ [PÔLE D'EXCELLENCE DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES]

CAPITALE MONDIALE DE LA DENTELLE ET DE LA BRODERIE

Situé près de Cambrai, le parc d'activités Actipôle à proximité de l'autoroute est favorable aux implantations d'entreprises. D'autres zones d'activités sont aménagées ou en prévision de l'être :

- Parc d'activités Cambrai-Cantimpré ;
- Parc d'activités Cambrai Sud - Proville à vocation commerciale ;
- Éco-zone de Marcoing dit « du trou à loup » ;
- Projet du Lapin Noir dont la vocation est d'accueillir des PME/PMI et des activités artisanales ;
- Niergnies - Séranvillers Forenville - Crèvecœur sur le site de l'ancien aérodrome de Niergnies et sur lequel sont envisagés à terme un parc photovoltaïque de 80 ha, un golf de 55 ha, le maintien des activités de loisirs aériens dans des espaces de préservation de fort intérêt écologique sur près de 40 ha ;
- Iwuy - Val de Calvigny ;
- La base aérienne 103 sur 355 ha, dont 60 % dans le Pas-de-Calais et 40 % dans le Nord.

Le territoire dispose d'une agence de développement économique pour accompagner les projets de développement des entreprises existantes ou désireuses de s'implanter sur le territoire : « **Cambrésis Développement Économique** ». Cette structure créée par la CCI et les collectivités locales assure la promotion de l'offre territoriale du Cambrésis et constitue un guichet unique face aux demandes des entreprises extérieures en recherche d'implantation ^[11].

Depuis 2001, le territoire s'est doté d'un dispositif d'accompagnement en emploi-ressources humaines pour accompagner les entreprises en développement ou souhaitant s'implanter sur le Cambrésis. Créée par la Direccte, Cambrésis Développement Économique, la CCI, l'Éducation nationale, la Maison De l'Emploi et Pôle emploi, cette gestion prévisionnelle des implantations et du développement a facilité la création de plus de 1 000 emplois ^[11].

Créée début 2009 à Beauvois-en-Cambrésis, la ruche du Cambrésis accueille sur une surface utile de 1 750 m² des créateurs d'entreprise dans des activités traditionnelles ou innovantes, à l'exception du commerce de détail. Elle comprend 19 bureaux, quatre ateliers de 150 m² et quatre locaux technologiques ^[1].

Le Cambrésis ne dispose pas sur son territoire de centre de recherche mais travaille notamment avec l'Université de Valenciennes Hainaut Cambrésis (UVHC) qui dispose d'une antenne à Cambrai.

Le Cambrésis a également noué des partenariats de recherche dans l'agro-alimentaire et le textile, avec le Pôle d'excellence agro-alimentaire et les Pôles de compétitivité tels que Up-Tex :

- Né d'une volonté commune de la Région et des territoires de Cambrai et d'Arras, le Pôle d'excellence des industries agro-alimentaires Agroé anime et valorise la filière agro-alimentaire, premier secteur industriel régional. La stratégie du Pôle est formalisée autour de six axes pour développer la filière : innovation/recherche, intelligence économique, emploi formation, promotion internationale, promotion de la filière et développement durable. L'extension du centre technique Adrianor et la création d'une halle pilote dédiée à la formation comptent parmi les nouveaux projets structurants de la filière ^[12] ;
- Un laboratoire de contrôle textile est à la disposition des entreprises du territoire.

Capitale mondiale de la dentelle et de la broderie, le Cambrésis se distingue par un savoir-faire reconnu dans la création de produits haut de gamme. Caudry produit notamment sous le label « dentelle de Calais » une dentelle de qualité destinée aux plus prestigieuses maisons de Haute Couture.

Le projet du canal Seine-Nord Europe prévoit la réalisation d'une voie navigable à grand gabarit de 106 km entre Compiègne et Cambrai afin de relier le bassin parisien au réseau d'Europe du Nord. Ce projet constitue une opportunité pour développer la plateforme multimodale de Cambrai-Marquion. Cette plateforme serait dédiée en priorité aux activités agro-alimentaires et de logistique.

Après la fermeture programmée en 2012 de la base aérienne 103 de Cambrai-Epinoy (1 500 personnes), l'État a mis en place un contrat de redynamisation du site de la défense pour soutenir l'activité économique locale. Conclu pour une durée initiale de trois ans, ce contrat est doté de 34 millions d'euros, dont 11,7 millions d'euros de crédits spécifiques de l'État.

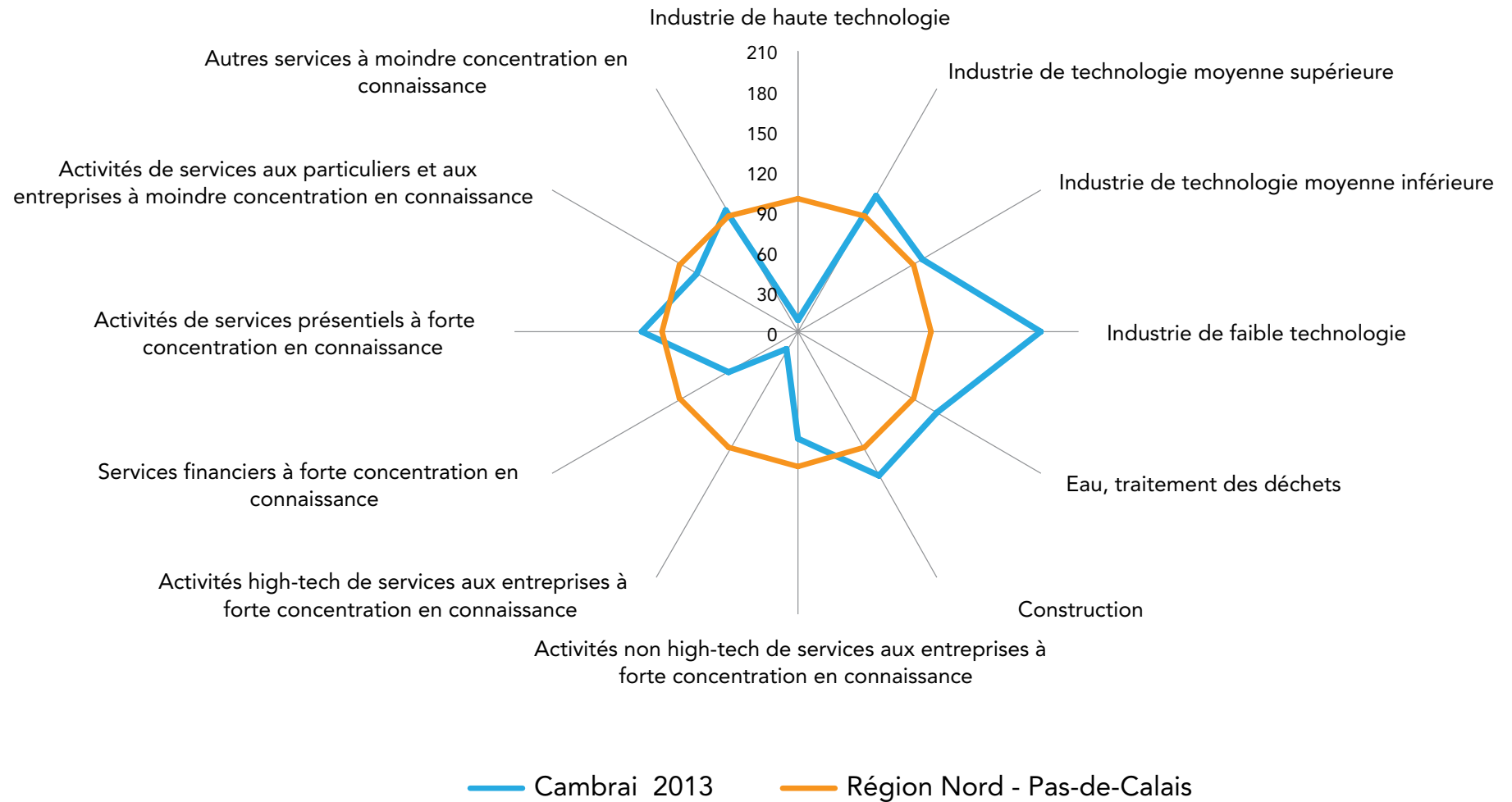
Il comprend des mesures ayant pour objectif de générer un nombre d'emplois et un volume d'activités comparables aux apports passés de la base. Le contrat prévoit notamment la conjonction de tous les modes de transport (autoroute, réseau ferré, réseau fluvial, aérien) et l'interconnexion des réseaux de communication modernes et performants (Très Haut Débit) ^[13].



Beffroi de Cambrai ►
© Samuel Dhote

PROJET
DU CANAL
SEINE-NORD
EUROPE

CONTRAT DE
REDYNAMISATION
DU SITE DE LA
DÉFENSE



Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région NPDC
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	1 900	5,9 %	116	-4,2 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	2 200	6,7 %	108	-12,1 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	3 500	10,7 %	181	-27,2 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	500	1,4 %	120	+17,3 %	+2,8 %
Construction	3 300	10,1 %	123	-13,1 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 800	8,3 %	79	+6,8 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	100	0,4 %	15	-29,1 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	700	2,2 %	59	+2,2 %	+1,8 %
Activités de services présents à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	6 400	19,3 %	115	+6,9 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	10 300	31,0 %	87	-2,1 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	1 300	3,9 %	105	-12,3 %	-6,9 %
Total général	33 100	100,0 %		-5,7 %	-4,6 %

Source : Acoess. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
- [2] Insee [1989], « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 16 Cambrésis », Les Dossiers de Profils, n°14.
- [3] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Dynamiques démographiques – Fascicule 1 », Les Dossiers de Profils, n°104, décembre.
- [4] Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord - Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.
- [5] Serge Dormard, « L'économie du Nord – Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.
- [6] Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
- [7] Caudry. Visiter. « Histoire de Caudry » [en ligne]. <http://www.caudry.fr> [consulté le 15 octobre 2014].
- [8] Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Cambrai », novembre.
- [9] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », Les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
- [10] Insee [2009], « Spécificités des territoires du Nord - Pas-de-Calais face aux aléas économiques », Pages de Profils, n°66, décembre.
- [11] Créativablog. « Le Cambrésis, terre de pépites ! » [en ligne]. <http://www.creativablog.fr> [consulté le 15 octobre 2014].
- [12] Agroé « Rapport d'activité – Pôle d'excellence agro-alimentaire régional ».
- [13] Défense.gouv. Actualités. « Signature du contrat de redynamisation de la base aérienne 103 en présence d'Alain Juppé, ministre d'État » [en ligne]. <http://www.defense.gouv.fr> [consulté le 15 octobre 2014].
- Insee [2014], « Ressorts des territoires face à la crise économique de 2008 », Pages de Profils, n°157, juin.
- Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.
- Insee [2011], « Les migrations alternantes en Nord - Pas-de-Calais », Les Dossiers de Profils, n°102, juin.
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unédic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

